

## Mérolli Jean-Pierre

*Fabrice Sugier*

Les acteurs de la mémoire



Jean-Pierre Mérolli  
Ecole de Marine, Toulon 1942



Jean-Pierre Mérolli  
En 1945 de retour des camps

Jean-Pierre Mérolli est né le 10 août 1925 à Sidi-Bel-Abbès, en Algérie. Son père, d'origine italienne, est officier dans l'armée française. Engagé dans la Légion étrangère, titulaire de plusieurs citations pendant la Grande Guerre, il inculque à ses enfants l'amour de la patrie et le devoir de la défendre. Toute la famille est d'autant plus bouleversée et atterrée par l'annonce de la débâcle et de l'armistice.

Après la seconde au lycée de Sidi-Bel-Abbès, J-P. Mérolli réussit, en 1941, le concours de l'Ecole des Moussettes et part, en février 1942, à Toulon suivre une formation au sein de la Marine nationale : son ambition est alors de devenir officier de marine. Même si les officiers instructeurs restent dans une prudente réserve, un groupe de jeunes refusant la défaite se retrouve alors pour discuter de la situation et réfléchir à ce qu'ils pourraient faire. J-P. Mérolli y fait la connaissance, notamment, de Léopold Pelatan, venu de la Grand-Combe, cité minière du Gard. Le 27 novembre 1942, les Allemands, entrés en zone sud depuis le 11 novembre, investissent Toulon pour tenter de s'emparer de la flotte de guerre française. Pour les en empêcher, l'amiral Laborde et les autres responsables de la flotte décident de saborder la majeure partie des navires (au total, 90 bâtiments de guerre plus onze petits bâtiments sont sabordés), les équipages de quatre sous-marins tentant,

seuls, de gagner le large. Les écoles de Marine fermées, la plupart des jeunes pensionnaires regagnent leurs foyers. Ne pouvant rejoindre l'Algérie, J-P. Méroli suit L. Pelatan, qui rentre à La Grand-Combe : tous deux sont munis d'une carte d'Etat-major et de renseignements sur des filières pour passer, éventuellement, en Angleterre, confiés par un officier instructeur à leur départ de Toulon.

Arrivé à La Grand-Combe le 4 décembre 1942, J-P. Méroli est embauché à la Compagnie des Mines, comme enchaîneur de berlines à la place de Trescol. Il est hébergé à La Planquette, chez les parents de L. Pelatan. Militants communistes, ceux-ci sont déjà engagés dans l'action résistante au sein d'un groupe Front national organisé à la Grand-Combe autour de J. Arnaud, J. Abeillon, F. Roucaute, L. et F. Veyradier... et qui tient certaines de ses réunions clandestines chez les Pelatan. Jean-Pierre Méroli est ainsi associé à différentes opérations au moment où les groupes de Résistance doivent cacher et ravitailler un nombre croissant de réfractaires et de militants passés à la clandestinité.

Ainsi, à plusieurs reprises, début 1943, des membres du groupe et J-P. Méroli, partent, de nuit, de La Planquette, pour se rendre à pied, par le col du Pendédis, chez le propriétaire d'un troupeau de moutons. Une partie du bétail est ramené, toujours de nuit, à La Planquette, abattu et débité pour l'approvisionnement des premiers réduits. De même, il conduit plusieurs fois, à l'Abbaye (commune de Cendras), une charrette de fumier sous lequel est dissimulé du matériel sorti en cachette de la mine, charrette remise à un contact et échangée contre une autre pour ne pas éveiller les soupçons. A d'autres reprises, il accompagne d'autres membres du groupe, chargés du même type de tâche, à Saint-Martin-de-Boubaux, chez d'autres contacts, en liaison sans doute avec des résistants cachés en Basse-Lozère.

En mars 1943, comme ses anciens condisciples, J.P. Méroli reçoit l'ordre de rejoindre le lycée technique de Rodez pour poursuivre la formation militaire débutée à Toulon. Refusant de servir le régime et l'occupant, J.P. Méroli, L. Pelatan et Antoine Maya, un autre marin de La Grand-Combe, tentent de gagner l'Espagne pour passer en Angleterre, en utilisant la filière indiquée par leur officier de Toulon. Ils parviennent à la frontière mais le passeur pressenti ne peut les faire passer, du fait d'abondantes chutes de neige et de la surveillance dont il est l'objet. Ils essaient donc de franchir seuls la frontière près de Mont-Louis, mais sont arrêtés par une patrouille de *feldgendarmes*, le 21 mars 1943. Emprisonnés à Mont-Louis puis à la citadelle de Perpignan, ils y connaissent de rudes conditions de détention : interrogatoires serrés sur la filière suivie, promiscuité des cellules, simulacres d'exécution...

Après son transfert, Pâques 1943, au Fort de Romainville puis au camp de Royalieu, à Compiègne, où sont regroupés de nombreux résistants et internés politiques, Jean-Pierre Méroli est déporté le 8 mai 1943, avec ses deux camarades au camp de concentration de Sachsenhausen. Après la période de quarantaine, tous trois sont affectés dans les *Kommandos* qui travaillent, dans des conditions inhumaines, pour les usines d'armement *Heinkel*. Après le bombardement des installations, en juillet 1944, J.P. Méroli est transféré au camp de *Buchenwald*, puis envoyé dans une usine de montage de chasseurs *Messerchmitt* 109 à Leipzig, jusqu'au 13 avril 1945.

Face à l'offensive alliée, les nazis, qui ne veulent pas que l'on découvre l'horreur des camps, décident de déplacer les détenus. Ils exécutent sur place tous ceux qui ne peuvent partir. Parmi les compagnons de camp de J.P. Méroli, seuls 200 sur 2500 parviennent à survivre à ces "*marches de la mort*" (650 kilomètres en 26 jours), encadrées par les SS. Jean-Pierre Méroli parvient à s'échapper le 4 mai 1945, en même temps qu'un camarade du Nord, Victor Boulinguez. Récupérés par l'armée russe, ils passent ensuite en zone américaine puis parviennent à rentrer en France.

Revenu à La Grand-Combe, le 28 mai 1945, J.P. Méroli s'y marie en décembre 1946 et construit sa carrière professionnelle aux Houillères. Entré à l'usine d'agglomération, il gravit tous les échelons pour en devenir le chef d'exploitation, avant de terminer sa carrière, en 1980, comme responsable de la sécurité et du contrôle des produits, adjoint à l'ingénieur chef de service.

Après le combat de la Résistance, puis celui de la survie dans les camps, J.P. Méroli mène celui de la mémoire. Il adhère rapidement à la FNDIRP puis, à partir de 1950, à l'UNADIF-FNDIR. Il y prend différentes responsabilités, et en demeure, aujourd'hui, le président départemental. Comme de nombreux déportés, il ne peut d'abord parler de son expérience qu'à ses proches ou à d'autres déportés. Puis, après un voyage à Sachsenhausen, en 1970, pour le 25ème anniversaire de la libération des camps, il prend conscience de la nécessité de transmettre la mémoire aux jeunes générations. Depuis lors, il se rend, chaque année, dans les lycées et collèges, notamment dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation. A l'origine de la création du CADIR, dans le Gard, en 1979, il en est le président durant neuf années.